



Quentin Mortier
Coordinateur
Études & Animations

 Analyse 2018



FIN DU MONDE OU FIN DU CAPITALISME ? LA CONTRIBUTION « ALTERNATIVE » DES COOPÉRATIVES ÉNERGÉTIQUES

Ce dimanche 2 décembre 2018 a eu lieu à Bruxelles une marche pour « réclamer la justice climatique ». Le même jour se sont ouvertes les 24^{èmes} négociations climatiques en Pologne. Les actions politiques prises jusqu'à présent en la matière sont insuffisantes et injustes. À titre d'exemple, selon le récent rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les concentrations de gaz à effet de serre ont atteint en 2017 un niveau « *jamais vu depuis 3 millions d'années* »¹. Et alors que les migrations pour des raisons climatiques risquent de s'accroître, l'Europe s'échine à renforcer ses frontières, laissant littéralement se noyer des milliers de personnes dans cette mer qui fut le berceau de sa prétendue civilisation. Les revendications du mouvement appelant à manifester étaient les suivantes². La Belgique doit tout faire pour que le réchauffement soit limité à maximum 1,5°C, comme le veut l'Accord de Paris. En tant que pays riche et pollueur historique, elle doit aussi soutenir les pays les plus vulnérables dans cette transition et les aider à s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique, dont les migrations vers le Nord ne sont qu'une infime partie (la part majoritaire est intranationale ou intracontinentale).

Le changement climatique est loin d'être une simple question environnementale. Il brasse au moins des enjeux de nature politique, économique et sociale. Le philosophe Bruno Latour relie ainsi trois phénomènes habituellement séparés : « *d'abord la "dérégulation" qui va donner au mot "globalisation" un sens de plus en plus péjoratif ; ensuite, l'explosion de plus en plus vertigineuse des inégalités ; enfin, l'entreprise systématique pour nier l'existence de la mutation climatique* »³. Il en va aussi de questions anthropologiques et philosophiques puisque la possibilité de la fin du monde, enfin plutôt de « notre monde » dont la cause serait d'origine humaine est de plus en plus prégnante dans nos esprits (du moins, celui des marcheurs pour le climat). Une nouvelle discipline semble d'ailleurs être née dans cette veine : la collapsologie. A savoir, selon Wikipedia, « *l'étude de l'effondrement de la civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder* »⁴.

Parmi les acteurs qui ont appelé à rejoindre la marche de ce weekend se trouvent les coopératives citoyennes membres de l'association REScoop, la Fédération wallonne des associations locales et coopératives d'énergie renouvelable. Selon son site web, cette structure « *fédère 15 coopératives dont 13 produisent actuellement de l'électricité principalement d'origine éolienne, mais aussi photovoltaïque, issue de la biométhanisation, ainsi que de la chaleur à partir de biomasse. Bientôt elles auront aussi des centrales hydro-électriques. Les coopératives membres réunissent 9.900 coopérateurs*

et ont rassemblé 13,6 millions d'euros de capital. Ensemble elles possèdent 17 MW installés, bientôt elles gèreront 25 MW. En 2017, elles ont produit 30 millions de kWh, de quoi alimenter en électricité 8.500 ménages (3500 kWh/an par ménage). Ensemble, elles ont créé le fournisseur d'électricité coopératif COCITER. En 2019, celui-ci pourra alimenter au moins 15.000 ménages en électricité 100 % verte et locale »⁵. Ces acteurs de l'économie sociale sont parmi les plus actifs dans la lutte contre le réchauffement climatique (parmi d'autres comme par exemple les membres des Ressources, la fédération des entreprises d'économie sociale actives dans la réduction des déchets par la récupération, la réutilisation, la valorisation et le recyclage des ressources). Dans la suite du texte, je désignerai ces initiatives (qui prennent souvent la forme de coopérative mais peuvent aussi être des asbl ou des associations de fait) par le terme générique suivant (tiré de l'acronyme anglais Renewable Energy Sources Cooperatives) : les Rescoops.

Ces coopératives poursuivent à la fois un intérêt mutuel, celui de leurs membres de se fournir en énergie renouvelable à un prix accessible avec un contrôle citoyen sur les décisions et sur l'affectation des bénéfices réalisés ce faisant, et un intérêt général, celui de contribuer à une transition énergétique et démocratique. Ces acteurs veulent répondre à des besoins sociaux et aspirations sociales non satisfaits par les acteurs étatiques et marchands. On pourrait aussi les présenter comme des communautés gérant des communs que sont les sources d'énergie renouvelables (vent, soleil, eau, etc.) selon des règles décidées démocratiquement et dans le respect des générations futures.

Une discussion récente dans le cadre de la préparation d'une autre analyse (critique du « colibrisme »⁶) m'a mis sur la piste de la question que je traite dans cette analyse. Sur base de l'hypothèse développée plus bas selon laquelle le changement climatique en cours est intimement lié au mode d'organisation des sociétés occidentales, plus précisément encore au capitalisme, une question peut être posée. Quelle est la valeur d'alternative des Rescoops ? Pour le dire autrement, alors que ces initiatives prétendent participer à la lutte contre la fin du monde, participent-elles aussi à la fin du capitalisme ou du moins à son dépassement ? Cette question m'intéresse personnellement, eu égard à mes engagements citoyens et professionnels. J'espère qu'elle intéressera également ces citoyens engagés dans des initiatives comparables. Dans une certaine mesure, le cadre théorique qui sera mobilisé pour mener la réflexion et, de la sorte, sera illustré, pourra éventuellement servir dans d'autres champs que celui des initiatives citoyennes en faveur du climat.

Mes sources d'information principales sont ma participation active au mouvement⁷ ainsi qu'une récente étude publiée par la Fondation Roi Baudouin sur les « collectifs citoyens ». Je ne peux ni ne veux pas prétendre être objectif et exhaustif dans l'analyse qui va suivre mais bien plutôt entamer une réflexion qui pourrait être poursuivie avec les acteurs concernés.

COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

Quel regard porter sur le changement climatique et en particulier sur ses causes ? La qualification du phénomène en cours d' « anthropocène » fait couler beaucoup d'encre. Nous serions entrés dans une nouvelle ère géologique, marquée cette fois-ci par les effets sur la Terre de l'action d'une seule de ses espèces : l'espèce humaine (anthropos). Des débats entre géologues ont lieu pour savoir si le début de cette période est à placer en 1610 (correspondant à la découverte et conquête des Amériques, qui entraîna l'effondrement massif des populations autochtones et conséquemment la repousse des forêts d'Amérique latine et la diminution du dioxyde de carbone atmosphérique) ou en 1964 (« *pic des retombées de radionucléides à la suite des essais des bombes atomiques* »⁸ et début de la grande accélération des incidences humaines sur l'environnement). Outre les arguments strictement scientifiques en sa faveur, le choix de la première date séduit d'un point de vue historique : « *seuls deux changements ayant affecté les sociétés humaines ont bouleversé de fond en comble l'occupation de la plupart des êtres humains : l'émergence de l'agriculture, puis celle du capitalisme* »⁹. La date de 1610 peut en effet être vue comme le début du système mondial fondé sur l'économie capitaliste, la naissance de la globalisation.

Cette réflexion m'a mis sur la piste d'un concept concurrent pour expliquer le changement climatique : celui de « capitalocène ». Parler de l'espèce humaine en général comme la cause de la catastrophe en cours semble particulièrement injuste et finalement trompeur. Comme le relève Andreas Malm, « *selon le lieu où naît un spécimen d'*Homo sapiens*, son empreinte sur l'atmosphère peut varier dans un rapport de 1 à plus de 1000* »¹⁰. Dans son ouvrage sur l'avènement de la machine à vapeur en Angleterre (au détriment de l'énergie hydraulique), cet auteur soutient que ce ne serait pas l'activité humaine en soi qui menace de détruire notre planète, mais bien l'activité humaine telle que mise en forme par le mode de production capitaliste. Celui-ci est en effet caractérisé par sa nature illimitée (profit, production, extraction, exploitation, consommation, etc.) et donc par l'absence de prise en considération du caractère limité de notre planète et de ses ressources.

Il ne m'appartient pas de trancher entre ces deux versions¹¹. Il est certain qu'elles sont, l'une et l'autre, simplificatrices. La première approche a déjà été critiquée pour son haut degré de généralité et ses limites historiques et géographiques. La deuxième pourrait faire penser qu'avant l'apparition du capitalisme ou après sa disparition, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il est peut-être préférable de les croiser plutôt que de les opposer. Finalement, je ne fais ce détour par ce débat entre deux termes génériques que pour formuler trois hypothèses. La première est celle d'un lien entre le changement climatique et le capitalisme. La deuxième est celle de la nécessité mais aussi de la difficulté de penser le dépassement de celui-ci. La troisième, enfin, porte sur la contribution de certaines initiatives alternatives de production à une telle évolution. Seules les deux dernières hypothèses seront traitées dans la suite de ce texte.

Réfléchir à la fin du capitalisme n'est pas sans risque, tant ce système semble omnipotent et omniprésent dans notre quotidien et dans nos esprits. Nous y contribuons tous peu ou prou. Mais peut-être y résistons-nous également tous quelque peu au moins¹². On le voit, le capitalisme n'est pas un sujet/objet de réflexion facile à entamer. Ni d'ailleurs la réflexion sur son dépassement ou sur les alternatives existantes à ce système. Une des raisons de cette difficulté est peut-être à trouver dans les manières de le regarder. On pourrait dire que c'est une pensée alternative des alternatives et de l'utopie qu'il nous faut. En d'autres termes, une autre épistémologie, une autre science. Parmi les pistes potentielles allant dans cette direction, j'ai suivi celle proposée par Boaventura de Sousa Santos et César Rodriguez Gavarito, intitulée « *sociologie de l'émergence* ». Leur but est de renforcer les alternatives et leurs porteurs plutôt que de les miner. Sans renoncer à une analyse critique, ils ont développé une approche qui « *accentue et développe les traits émancipateurs de ces alternatives pour en renforcer la visibilité et la crédibilité* »¹³.

La proposition faite par ces penseurs est intéressante face aux critiques habituelles des alternatives mais aussi pour les porteurs de critique du capitalisme lui-même. Ils nous invitent en effet à éviter de critiquer les alternatives d'une manière simpliste c'est-à-dire « *en se limitant à voir si elles offrent une alternative radicale au capitalisme* »¹⁴. Nous sommes bien placés pour savoir que beaucoup d'initiatives d'économie sociale sont compatibles avec le marché et avec le capitalisme. Cette « herméneutique de l'émergence » qu'ils proposent revient à tenter de dépasser le vieux débat réforme-révolution et à identifier « *les signaux, les indices ou les traces de possibilités futures dans tout ce qui existe* »¹⁵. Concrètement, il s'agit donc de « *lancer des initiatives émanant du système capitaliste dans lequel nous vivons mais qui facilitent et légitiment des formes non capitalistes d'organisation et de sociabilité* »¹⁶. Nous ne pouvons qu'adhérer à cette manière de voir et de faire puisque c'est celle que nous mettons en pratique depuis plus de trente ans, en tant qu'association fédératrice d'économie sociale.

Cette approche rejoint celle des auteurs du « Manifeste accélérationniste ». Pour ceux-ci, « *il s'agirait moins d'avoir à inventer quelque chose d'absolument inédit, en rupture complète avec le passé – comme nous invitait à le faire un certain imaginaire révolutionnaire - que d'accélérer des mutations déjà rendues imaginables et possibles par le développement même des forces de production aujourd'hui à l'étroit dans le carcan des relations sociales capitalistes* »¹⁷. Ce qui est visé par là c'est la nécessité d'une réflexion sur les échelles de changement : entre les changements individuels par lesquels il est plus facile de commencer et le changement de l'« ordre du monde » apparemment peu réalisable se trouve un *entre-deux* dont l'organisation doit être accélérée. Voilà qui nous parle à nouveau étant donné notre identité et notre slogan de « faire mouvement pour une alternative économique et sociale ».

J'aimerais maintenant passer en revue les neuf thèses proposées par notre duo lusitano-colombien d'auteurs, les illustrer en les appliquant aux Rescoops et, ce faisant, les débattre.

Thèse 1. Les alternatives de production ne sont pas seulement économiques

Le potentiel émancipateur des alternatives de production et même leurs perspectives de succès dépendent en grande partie de leur faculté à intégrer les processus de transformation économique à des dynamiques autres : culturelles, affectives, sociales et politiques, médiatiques, etc.

Les projets que mènent la plupart des coopératives citoyennes énergétiques locales pour devenir productrices d'énergie renouvelable illustrent parfaitement cette première thèse. Attirées par leur dimension économique et symbolique, elles se lancent prioritairement dans la construction ou l'acquisition d'une ou plusieurs éoliennes industrielles (ou d'autres outils de production, solaires par exemple). Ce faisant, elles se dotent d'un outil économique (étant donné la rentabilité économique de ces projets industriels) qui peut ensuite être mis au service d'une modification des pratiques locales. Mais, également, elles inversent les étapes proposées par le « scénario Négawatt »¹⁸. Celui-ci détaille une transition énergétique permettant de se passer de l'énergie nucléaire et presque totalement des énergies fossiles à l'horizon 2050. Il repose sur trois étapes dans l'ordre suivant : la sobriété, l'efficacité énergétique, et le recours aux énergies renouvelables.

Comme elles le présentent sur le site de leur fédération, les Rescoops deviennent petit à petit productrices d'énergie renouvelable. Elles montrent qu'il est possible, en tant que collectif citoyen, de se réapproprier l'économie dans un domaine relativement technique. Elles détournent des bénéfices économiques qui iraient sinon dans la poche de groupes industriels multinationaux (et de leurs actionnaires). Puisque sont ici mentionnés d'autres acteurs avec lesquels les Rescoops à la fois coopèrent et entrent en compétition, il vaut la peine de mentionner une différence majeure entre eux, outre leur taille. Les Rescoops, alors qu'elles s'attaquent à des réalisations de type industriel, le font principalement sur la base d'engagements bénévoles, ce qui n'est pas sans poser difficulté et question. Les coopératives les plus anciennes se sont professionnalisées au sens où elles ont créé quelques premiers emplois.

Ce qu'il est important de constater en lien avec la thèse qui est ici discutée, c'est que cette partie de la mission qu'elles se donnent est sans doute la plus facile à réaliser. Il leur reste en effet à transformer l'essai et à devenir progressivement de véritables « communautés énergétiques locales » au sens de la théorie des communs. Selon Bollier, « *un commun implique une communauté aspirant à gérer une ressource de manière responsable et consciencieuse* »¹⁹. Il faut donc que le collectif ayant jusqu'à présent réalisé un investissement productif (le financement citoyen d'une éolienne par exemple), arrive à

modifier la consommation de cette énergie nouvellement produite, ce qui passe par des changements importants de comportements individuels et collectifs (comme la mobilité et le logement) sur son territoire. Les coopératives les plus anciennes sont bien arrivées à cette étape de réduction de la consommation, alors que les plus jeunes sont seulement en train de devenir productrices. Pour espérer arriver à de tels résultats, des liens sont probablement à tisser avec d'autres initiatives, comme les initiatives de Transition qui ont traditionnellement une approche moins strictement économique.

Thèse 2. Le succès des alternatives de production dépend de leur insertion dans des réseaux de coopération et de soutien mutuel

Isolées, les expériences de production alternatives s'avèrent fragiles et précaires. Les risques de banalisation (perte des valeurs fondatrices), récupération (reprise et détournement des innovations sociales) ou instrumentalisation (perte d'autonomie et de contrôle au profit d'autres acteurs) par l'État ou le Marché sont importants. Pour y faire face, les initiatives en question doivent s'allier entre elles et avec d'autres acteurs, de manière à contribuer à un mouvement social plus vaste.

Les associations et coopératives énergétiques citoyennes ont très vite été liées entre elles. Les premiers ont servi de modèles et de soutiens aux suivantes. Il n'a pas été trop difficile de les fédérer au sein de l'association REScoop. D'abord nationale, celle-ci a ensuite été scindée en deux associations sœurs, pour tenir compte de la régionalisation de la matière. Une fédération européenne existe et doit jouer un rôle fondamental dans l'avènement potentiel d'un mouvement social d'ampleur. La reconnaissance du pouvoir d'action de « local energy communities » au sein d'une récente directive européenne est à mettre à son actif

Au niveau wallon, une autre initiative consiste en une expérience cruciale de coopération entre coopératives. Il s'agit de la création par quelques-unes d'entre elles, rejointes depuis peu par la plupart des coopératives actuelles, d'une nouvelle structure agréée comme fournisseur d'électricité aux particuliers et aux entreprises : COCITER. Une difficulté rencontrée par une telle structure est qu'elle cherche à la fois à augmenter le nombre de ses clients, du moins jusqu'à atteindre un équilibre financier, mais aussi à ce que ceux-ci réduisent leur consommation d'énergie et donc le montant de leur facture²⁰. Ce qui n'est pas habituel dans un monde aveuglé par la croissance. Elle annonce également qu'elle ne cherche pas à faire des bénéfices mais seulement à couvrir ses coûts. Sa finalité est de fournir un service notamment aux membres des coopératives productrices.

La coopération est donc bien présente entre ces acteurs mais elle doit encore être renforcée et améliorée pour porter pleinement ses fruits. La taille des acteurs économiques face auxquels cette société doit faire concurrence exige peut-être de changer l'échelle de la coopération et d'envisager la constitution d'un acteur économique plus important (en s'associant ou en se fondant au sein d'autres entreprises similaires).

Thèse 3. Les luttes pour la production alternative doivent être menées à l'intérieur et à l'extérieur de l'État

L'État pourrait être vu dans ce domaine comme un *pharmakon*, à la fois poison et remède selon les cas. Il s'agit donc bien pour les alternatives d'être à la fois avec et contre lui.

Les Rescoops sont a priori indépendantes des pouvoirs publics au sens où elles ont une autonomie de gestion et sont animées par des collectifs citoyens indépendants des institutions publiques. À y regarder de plus près, les liens de ces initiatives avec l'État sont toutefois très nombreux. D'un point de vue économique tout d'abord, la rentabilité de la production d'énergie renouvelable est encore fortement dépendante du mécanisme des certificats verts, mis en place et régulé par les autorités publiques (tout comme d'autres sources d'énergie ont été ou sont toujours soutenues financièrement par l'État). Les relations avec les développeurs industriels sont elles aussi influencées par un cadre de référence adopté en 2013 et qui encourage les projets participatifs. Les développeurs privés se voient en effet obligés d'ouvrir leurs projets à hauteur de 24,99% pour les citoyens et de 24,99% pour les communes, si la demande leur en est faite. Le cadre n'a pas force de loi mais bien une certaine force contraignante de nature morale. Globalement, la participation citoyenne dans les projets éoliens est encore insuffisante avec seulement 10 %. En outre, il faut remarquer qu'assez peu de projets arrivent à associer et les citoyens organisés en collectifs et les pouvoirs publics locaux (même si de nouveaux projets de ce type sont en cours de réalisation). Des réticences existent encore étant donné le rejet de la participatie et la responsabilité de l'État dans la situation actuelle sur le plan énergétique et climatique. Il existe aussi assez peu de projets exclusivement communaux. Reste que les différentes fédérations ont un rôle à jouer dans le plaidoyer politique en faveur d'une réappropriation citoyenne de l'énergie et d'une transition dans nos modes de production et de consommation.

Les mesures politiques prises à la suite de la mobilisation du 2 décembre dans le cadre de la COP24 sont plus que décevantes. L'efficacité de la mobilisation traditionnelle (défiler en masse dans la rue) peut être questionnée étant donné l'urgence de réaction et l'écart qui subsiste entre ce qui doit être décidé et ce qui l'est réellement. Peut-être les initiatives citoyennes auraient intérêt à s'inspirer de pratiques de désobéissance civile telle que la construction de nouvelles manières d'habiter mises en œuvre dans différentes ZAD ou de nouvelles manières de manifester entamées depuis peu par le mouvement à vocation internationale né au Royaume-Uni, Extinction Rebellion. Fondé sur la non-violence, ses activistes entendent défier l'inaction face au changement climatique et l'extinction massive d'espèces. Des blocages sont organisés en vue d'exiger des politiques publiques contraignantes et la mise en place d'une assemblée citoyenne nationale en charge de superviser les changements. La même semaine que la manifestation, d'autres actions menées en plus petits groupes mais plus incisives ont été menées, comme l'occupation du Parlement par 80 activistes²¹. Une autre piste, déjà entamée est la poursuite en justice des États ou Régions en vue de les faire condamner

pour leur inaction ou inadéquation de leur action en regard de certains droits fondamentaux.

Thèse 4. Les alternatives de production doivent être ambitieuses en termes d'échelle

Les auteurs s'opposent ici à un certain fondamentalisme qui voudrait que les alternatives restent uniquement locales. Ils proposent des alternatives capables de réfléchir et d'agir du local au global, en passant par les échelons régionaux et nationaux.

Cette proposition résonne particulièrement pour les Rescoops. Une différence importante existe en effet entre les pratiques flamandes et wallonnes. En Flandre, deux coopératives ont été pionnières et ont atteint une taille très importante en quelques années. Ecopower a aussi cumulé des fonctions qui en Wallonie sont dissociées : elle est à la fois productrice et fournisseur agréée. Son nombre de coopérateurs a ainsi dépassé les 50.000 membres. En Wallonie, le paysage est plutôt caractérisé par une multitude de petites coopératives très ancrées localement, à une exception près.

Ces points de départ différents selon les régions influencent sur les possibilités en termes d'échelle. L'apparition de quelques acteurs de grande taille est favorable à la professionnalisation et à la résistance à la concurrence avec d'autres acteurs encore plus importants. A l'opposé, elle peut interroger la capacité à mener des processus démocratiques et participatifs à autant de personnes. Le développement d'une multitude d'initiatives de petite taille a des inconvénients et avantages (souvent inverses à ceux des premiers) mais pose surtout la question de la coopération entre elles. Comme cela a été dit, des coopérations régionales et européennes existent déjà et doivent être poursuivies et approfondies. Un exemple récent est emblématique. À l'initiative d'une coopérative amsterdamaise, une fédération paneuropéenne de coopératives similaire à elle a projeté le rachat du géant énergétique public néerlandais Eneco, menacé de privatisation²². L'opération n'a pas réussi à ce jour mais l'organisation ambitieuse des acteurs entre eux à un niveau européen est un signe encourageant.

Thèse 5. La radicalisation de la démocratie économique va de pair avec celle de la démocratie participative

Selon nos auteurs, « *il s'agit de déborder l'habituel champ d'action de la démocratie, c'est-à-dire le politique, pour investir le domaine économique, gommant ainsi la séparation artificielle que le capitalisme et le libéralisme économique ont instaurée entre ces deux domaines* »²³. Ils rejoignent là de nombreuses analyses déjà produites sur la participation au sein de l'économie sociale.

Les coopératives membres de la fédération REScoop doivent respecter des critères qui ont été mis en place pour éviter précisément un certain nombre de dérives observées dans leur champ d'action (on pense notamment aux coopératives de façade mises en place par des géants industriels²⁴ ou à des initiatives qui se disent citoyennes mais qui reviennent dans les faits à concentrer le pouvoir dans quelques mains). Ces critères vont

plus loin que le traditionnel principe démocratique selon lequel une personne = une voix au sein de l'Assemblée Générale (ou le principe admissible pour les SFS d'une limitation du pouvoir votal des actionnaires les plus importants).

Il reste qu'il existe toujours un écart entre les statuts et principes d'une part et les pratiques d'autre part. La démocratie participative n'est pas simple à mettre en œuvre au sein de coopératives qui peuvent réunir plusieurs centaines voire milliers de personnes. Cela doit donc rester un point d'attention et de progression pour ces acteurs. Un des enjeux auxquels ils s'attaquent est bien la réappropriation d'un secteur qui est loin d'être démocratique. En effet, même s'il est régi par des règles décidées par nos élus (il a donc l'apparence d'un processus démocratique), quelques questions peuvent être posées aux gouvernements actuels et passés : comment en est-on arrivé à un tel point de déséquilibre ? Comment rester aussi insensible à 75.000 personnes qui défilent dans les rues de la capitale et garder l'oreille attentive à quelques groupes économiques ? Comment continuer à jouer le jeu politicien habituel dans un tel contexte, consistant notamment à se renvoyer la responsabilité d'un parti à l'autre, d'un gouvernement à l'autre ? La responsabilité politique dans la crise environnementale et sociale est énorme. La situation inédite dans laquelle nous sommes précipités souligne une fois de plus les limites de la démocratie représentative.

Dans ce contexte, les Rescoops reviennent à mettre en place ce qui peut être appelé « espaces publics de proximité » à comprendre comme des « *espaces de paroles où les acteurs concernés (usagers, salariés, pouvoirs publics locaux, etc.) co-construisent l'offre et la demande, co-organisent la production et co-décident du prix et des quantités* »²⁵. Une telle visée, fortement à contre-courant, me paraît particulièrement importante à maintenir et à soutenir. Certains auteurs proposent d'ailleurs le terme de « délibéralisme » pour insister sur le fait que le mode de régulation de la démocratie n'est pas la concurrence (libéralisme) mais la délibération dans l'espace public²⁶. Les Rescoops me semblent précisément incarner cette idée.

Par contre, la démocratie énergétique désigne aussi l'accessibilité de tous à une quantité suffisante d'énergie. Une question doit être adressée aux Rescoops à ce sujet : quel est le profil socio-économique de leurs adhérents ? Est-il suffisamment large et représentatif de la population ? Ou bien, au contraire, ces initiatives n'arrivent-elles qu'à mobiliser les classes moyennes d'un certain âge ? Quelles initiatives sont-elles prises pour élargir la base du mouvement et rendre accessibles l'énergie renouvelable et « citoyenne » ?

Thèse 6. Les luttes pour la production alternative et celles contre la société patriarcale entretiennent des liens étroits

La lutte en faveur d'une production non capitaliste est à situer parmi d'autres pour l'émancipation, dont la lutte féministe. Comme y invitent nos deux auteurs, « *la réflexion et l'action en matière d'économies alternatives ne peuvent progresser sans mettre les femmes au cœur de l'action* »²⁷.

Qu'en est-il dans le cas des Rescoops ? Le mouvement est ouvert à tous les citoyens. Il n'existe pas de statistiques qui permettraient de connaître la part des femmes parmi les membres. Mon observation participante du mouvement m'indique toutefois que la parité recherchée dans les instances de décision comme les conseils d'administration des coopératives est loin d'être atteinte. C'est une faiblesse importante du mouvement en cours. On pourrait aussi élargir la question à la participation selon l'âge, la classe et les couleurs. Mon observation m'indique que les assemblées (qui il est vrai ne réunissent que les personnes qui décident de participer activement) sont surtout composées d'hommes blancs aux cheveux gris et dotés d'un certain capital.

Revenons à la première question, celle de la place des femmes. Il existe vraisemblablement plusieurs explications à cette situation. Premièrement, le temps disponible à chacun pour s'investir activement dans de telles initiatives est inégalement réparti. Les hommes disposent en moyenne de plus de temps libre que les femmes²⁸. Deuxièmement, les Rescoops sont encore vues, en partie à juste titre, comme de nature majoritairement techno-économiques. Et cette image a pour effet de moins attirer les femmes. Les coopératives énergétiques pâtissent donc d'un stéréotype de genre. Certaines mesures pourraient être prises pour y remédier : des mesures structurelles du type d'une réduction collective du temps de travail ; des mesures ad hoc à prendre par chaque coopérative pour démontrer que les enjeux ne sont certainement pas seulement de nature technique et économique. Plus fondamentalement, car la dernière mesure citée ne rompt pas le stéréotype de genre (il le renforce plutôt), chaque coopérative pourrait aussi s'emparer de la question et amorcer une réflexion en leur sein sur les manières de donner une réelle place aux femmes au sein du mouvement. Entamer cette réflexion avec les femmes déjà présentes au sein des coopératives paraît sensé.

Certains mouvements préexistants pourraient aussi servir pour aiguillonner les Rescoops. Le mouvement écoféministe, né aux États-Unis dans les années 80 en opposition aux centrales et missiles nucléaires, a établi un lien entre destruction de la nature et oppression des femmes (en interrogeant l'histoire du capitalisme) et inventé de nouvelles formes de mobilisation. Un terme est utilisé par les écoféministes : « *Reclaim !* ». Il désigne le geste de réhabiliter et se réapproprié quelque chose de détruit, de dévalorisé. Elles l'appliquent à la nature et à la féminité. À l'époque, plutôt que de subir de manière isolée et passive la terreur nucléaire, des centaines voire des milliers de femmes pensent ensemble pour essayer de répondre aux questions : « *comment en sommes-nous arrivés là ?* » et « *que pouvons-nous faire ici et maintenant et comment ?* »²⁹.

Le minimum serait de s'inspirer de cet autre mouvement qui a une longueur d'avance, comme en attestent les questions qui sont posées dès sa naissance.

Thèse 7. Les formes alternatives de connaissance génèrent des formes alternatives de production

Selon Boaventura et Garavito, « *certaines visions du monde diffèrent radicalement du capitalisme moderne dans leur façon d'aborder les rapports entre êtres humains, entre*

nature, production et consommation, travail et temps libre, usage et profit, développement et croissance ». Ils invitent les porteurs d'alternatives à s'en inspirer pour construire « *un modèle de connaissance et d'action cosmopolite différent de celui qui fonde la mondialisation néolibérale* »³⁰.

L'anthropologie a bien montré qu'il existait différentes manières de concevoir le monde. Philippe Descola a ainsi identifié plusieurs types de conceptions à travers le monde et l'histoire (il en identifie quatre au total). Il a ainsi montré la particularité du modèle occidental qui dissocie nature et culture. Dans cette vision, les êtres humains sont extérieurs à la nature et ont vocation à la connaître, à la posséder et à la maîtriser. Or, « *l'ethnologie et l'histoire nous offrent maints exemples de collectifs dans lesquels le statut des humains est dérivé [...] de leur appartenance à un collectif singulier mêlant indissolublement des territoires, des plantes, des montagnes, des animaux des sites, des divinités et une foule d'autres êtres encore, tous en constante interaction* ». Et il ajoute que « *dans de tels systèmes, les humains ne possèdent pas la "nature" ; ils sont possédés par elle* »³¹.

Sur cette base, on peut avancer que ce sont les notions mêmes de « nature » et d'« environnement » qui doivent être remises en question. Il ne s'agit donc pas seulement de les protéger comme nous y sommes souvent invités mais de les reconsidérer. À nouveau, c'est à une révolution épistémologique qui paraît nécessaire.

Il n'est pas certain que les récits construits par les Rescoops et en leur sein soient très avancés dans cette direction. Potentiellement pourtant, certaines actions éducatives menées dans l'environnement des coopératives peuvent participer à une évolution des consciences. Les événements ou activités éducatives organisées autour du vent (festival du vent, académie du vent, etc.) me semblent contribuer, même modestement, au nécessaire souvenir de cet élément invisible dans lequel nous sommes immergés (et que les éoliennes rendent d'ailleurs un peu plus visible) : l'air. Comme le professe l'écologiste David Abram, « *aussi longtemps que nous ferons l'expérience des profondeurs invisibles qui nous entourent comme d'un espace vide, nous serons en mesure de nier, ou de dénier, notre interdépendance radicale avec les autres animaux, les plantes et la terre vivante qui nous nourrit* »³².

Thèse 8. Les critères pour évaluer le succès ou l'échec des alternatives économiques doivent être progressifs et inclusifs

Les chercheurs auxquels je me réfère cherchent à éviter tout désespoir, cynisme ou pessimisme dans l'étude des alternatives au capitalisme. Or, ces résultats risquent d'être au rendez-vous si l'unique critère pour évaluer le succès des alternatives non capitalistes est la transformation radicale de la société à court terme à travers le remplacement du capitalisme par un nouveau système de production. Au contraire de cette image simpliste, les alternatives de production « *impliquent des transformations progressives, qui créent des espaces de solidarité au sein ou à la lisière du système capitaliste. Elles bouleversent les conditions de vie de ceux qui y prennent part* »³³.

Voilà une belle question à adresser aux Rescoops : comment bouleversez-vous les conditions de vie ? Et de qui ? Ce serait une question évaluative intéressante à explorer dans le cadre d'une évaluation de l'impact social (c'est-à-dire autre que financier) de l'une ou l'autre Rescoop. Nous pourrions y contribuer si nous étions sollicités pour ce faire.

Thèse 9. Les alternatives de production doivent établir des liens de synergie entre alternatives dans d'autres sphères de l'économie

L'articulation entre une diversité d'alternatives est vue par nos auteurs comme une manière d'éviter les dérives potentielles qui guettent toute alternative.

En ce qui concerne les Rescoops, des connexions existent vraisemblablement et dans beaucoup de domaines différents. À titre d'exemple, des liens qui mériteraient d'être tissés et approfondis sont ceux qui pourraient exister sur un même territoire avec des initiatives dans le domaine des circuits courts alimentaires ou avec des initiatives alternatives de mobilité. La communication de cette alternative de consommation pourrait aussi être plus largement partagée vers l'ensemble des travailleurs de l'économie sociale et des parties prenantes des autres coopératives.

DE L'IMPOSSIBILITÉ DE CONCLURE

Il est difficile, voire impossible, de conclure sur la question de départ qui était aussi une boutade. Celle-ci affirmait qu'il était plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. Pourtant, les effets du capitalisme exigent chaque jour davantage de le défaire et de le dépasser. Au lendemain de la marche pour le climat organisée à Bruxelles en marge de la COP 24, j'ai voulu appliquer ce questionnement à un ensemble d'initiatives qui appartiennent au mouvement de l'économie sociale et sont aussi à la pointe de la transition énergétique et démocratique.

La relative jeunesse des initiatives et du mouvement qu'elles construisent pas à pas rend la réponse à la question malaisée. Si ces initiatives ont parcouru du chemin depuis leur création, il leur en reste beaucoup devant elles pour atteindre leurs propres objectifs et encore plus les finalités sociétales qu'elles se sont données.

Pourtant, il est impérieux de ne pas être terrassé avant même d'entamer la réflexion sur la fin du capitalisme ou d'y contribuer concrètement en lançant ou rejoignant l'une ou l'autre alternative, notamment en matière de production, par exemple d'énergie mais aussi d'autres biens et services socialement utiles. Une réflexion à ce sujet doit nécessairement être possible. Elle doit aider à construire puis revoir ses alternatives, à les approfondir, à les rendre moins dérisoires ?

Cette analyse était aussi une occasion de partager un outil pour y arriver. J'espère avoir contribué à la démonstration de l'utilité des neuf thèses de Boventura et Garavito. Celles-ci permettent selon moi de modifier le regard sur les alternatives, tout en les questionnant fondamentalement.

¹ Communiqué de presse de l'Organisation météorologique mondiale intitulé « Nouveaux records pour les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère » et publié le 20 novembre 2018, sur www.public.wmo.int

² Extrait de www.climate-express.be

³ Bruno LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017, quatrième de couverture.

⁴ Une très intéressante analyse critique de cette discipline a été faite par François Thoreau et Bénédikte Zitouni, intitulée « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces » et parue le 17 décembre 2018 sur le site <https://lundi.am/Un-recit-hegemonique>

⁵ Extrait de : www.rescoop-wallonie.be

⁶ Barbara GARBARCZYK, « Dépasser la "pensée colibri" », SAW-B [disponible sur www.saw-b.be], analyse 2018.

⁷ Situation qui me fera adopter la première personne du singulier dans la suite du texte. Comme les journalistes de Médiapart le font, une « déclaration d'intérêt » pourrait être faite ici. Je n'ai pas beaucoup d'intérêts financiers dans le mouvement REScoop mais bien des mandats particuliers. Je suis en effet fondateur et membre du conseil d'administration d'une coopérative citoyenne énergétique, elle-même membre de COCITER et de REScoop Wallonie-Bruxelles asbl.

⁸ Simon L. LEWIS et Mark A. MASLIN, « L'an 1610 de notre ère. Une date géologiquement et historiquement cohérente pour le début de l'Anthropocène », dans Rémi BEAU et Catherine LARRERE, *Penser l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2018, p. 86.

⁹ *Idem*, p. 92.

¹⁰ Andreas MALM, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La Fabrique, 2017, p. 13

¹¹ Il en existe d'ailleurs encore d'autres, comme par exemple la thèse féministe de Donna Haraway qui parle quant à elle de Chthulucène, vu comme un moment fictionnel qui esquisse des façons de survivre sur une planète endommagée, comme une manière à chercher de « vivre avec le trouble ».

¹² Sur ce sujet, lire Quentin MORTIER et Marie-Caroline COLLARD, « Une boussole pour refonder le sens de nos alternatives », SAW-B [disponible sur www.saw-b.be], analyse 2018.

¹³ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, « Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation », dans Isabelle HILLENKAMP (dir), *Socioéconomie et démocratie: L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, ERES, 2013, p. 130.

¹⁴ *Op. cit.*

¹⁵ Boaventura DE SOUSA SANTOS, cité par Jean-Louis LAVILLE, *L'économie sociale et solidaire, L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats*, Seuil, 2016, p. 388.

¹⁶ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, *op. cit.*, p. 134.

¹⁷ Yves Citton, « Raviver un souffle post-capitalise », dans *Multitudes*, n° 70, printemps 2018. Le Manifeste accélérationniste est disponible en français à cette adresse : <http://www.multitudes.net/manifeste-accelerationniste/>

¹⁸ Voir : <https://negawatt.org/scenario/>

¹⁹ David BOLLIER, *La Renaissance des communs. Pour une société de coopération et de partage*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2014, p. 35. Cité par Benedetta CELATI, « La communauté énergétique durable : l'implication citoyenne dans la gouvernance et le financement d'un modèle social fondé sur le commun », communication aux XVIe Rencontres Inter-universitaires de l'Économie Sociale et Solidaire - RIUESS - Montpellier, 25-27 mai 2016.

²⁰ Un tel objectif a été atteint dans le cas d'Ecopower : « en huit ans, la consommation d'énergie du ménage moyen d'Ecopower a été divisée par deux, ce qui correspond pour l'ensemble d'Ecopower à la production annuelle de dix-huit éoliennes (la moitié de cette diminution étant due au placement de panneaux solaires par des particuliers et l'autre moitié à des économies d'énergie) » (Dirk Holemans, Kati Van de Velde, Tine De Moor, Cornelis Kint, *Quand les citoyens prennent les choses en main : coup de projecteur sur les collectifs citoyens créés en 2015-2016*, Fondation Roi Baudouin disponible sur www.kbs-frb.be], 2018).

²¹ Voir www.actforclimatejustice.be/blog/

²² Voir <https://www.enecooperatie.nl/over-enecooperatie> et Bryan Miranda, « Une alliance populaire historique pourra-t-elle empêcher la privatisation d'un géant néerlandais de l'énergie renouvelable ? », dans Equal Times [en ligne : www.equaltimes.org], 31 janvier 2018.

²³ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, *op. cit.*, p. 141.

²⁴ Mathieu VAN DE WELDE, « Les coopératives éoliennes industrielles : c'est du vent ? », SAW-B [disponible sur www.saw-b.be], analyse 2018.

²⁵ Eric DACHEUX et Daniel GOUJON, « La délibération une clef pour penser autrement l'économie : l'exemple de l'économie solidaire », dans *Journal for Communication Studies*, vol. 8, no. 2(16) / 2015.

²⁶ Éric DACHEUX et Daniel GOUJON, « Les promesses théoriques des recherches sur les initiatives solidaires : l'exemple du délibéralisme », dans *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 16, no. 1, 2016, pp. 201-214 ou Éric DACHEUX et Daniel GOUJON, « La dimension mouvement de l'économie solidaire », dans Jean-Louis LAVILLE, Geoffrey PLEYERS, Elisabetta BUCOLO et Jose Luis Coraggio (dir.), *Mouvements sociaux et économie solidaire*, Desclée de Brouwer, 2017, pp. 271 et sv.

²⁷ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, *op. cit.*, p. 143.

²⁸ Selon une étude belge, « durant le weekend, les hommes disposent en moyenne de plus d'une heure de temps libre de plus que les femmes, et 44 minutes les jours de semaine » (Glorieux, I., J. Minnen, T.P. van Tienoven, et al. (2015) site internet de l'enquête belge sur l'emploi du temps (www.time-use.be), Groupe de recherche TOR Vrije Universiteit Brussel & DG Statistique - Statistics Belgium, Bruxelles).

²⁹ Cité par Emilie HACHE, « Reclaim Ecofeminism ! », dans Emilie HACHE (ed). *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, Cambourakis, 2016, p. 19.

³⁰ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, *op. cit.*, p. 143.

³¹ Philippe DESCOLA, « Humain, trop humain ? », dans Rémi BEAU et Catherine LARRERE, *Penser l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2018, p. 33.

³² David ABRAM, *Comment la terre s'est tue. Pour une écologie des sens*, La Découverte, 2013, p. 330.

³³ Boaventura DE SOUSA SANTOS et Rodríguez GARAVITO, *op. cit.*, p. 144.



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Ensemble, nous cherchons à faire mouvement pour une alternative économique et sociale.

Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et les objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.

Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses.

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be